



MARDI 4 DECEMBRE RASSEMBLEMENT DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ A PARTIR DE 10 H 30

Comme partout en France dans nos secteurs, nous appelons à une journée d'actions et de grève.

Comme l'ont exprimé des milliers d'ouvriers, employés de la Santé et l'Action Sociale, du public comme du privé, mais également d'autres catégories de salariés.

Alors que des engagements étaient clairement exprimés par le nouveau gouvernement, synthétisés dans des slogans comme : « Le changement c'est maintenant », « pacte de confiance », il ressort que les salariés sont les grands oubliés des actes et des orientations gouvernementales.

Les salaires et le pouvoir d'achat : ce sont de nombreux agents et fonctionnaires qui n'ont même pas le SMIC en début de carrière et terminent leur carrières avec à peine 15 % de plus que le SMIC sur toute la carrière

Notre consultation des personnels met en évidence : une augmentation significative des salaires, un déroulement de carrière linéaire et 300 euros d'augmentation immédiate.

L'emploi et les qualifications : rien ne va plus dans ce domaine où précarité, impossibilité d'accéder à des formations qualifiantes ou continues est une constante dans nos établissements. C'est près de 100 000 emplois supplémentaires pour la seule fonction publique hospitalière qu'il nous faut. Les futurs « contrats d'avenir » ne doivent pas être détournés pour pallier aux postes manquants. Pour le privé, c'est depuis fort longtemps le quotidien !

Les conditions de travail : souffrances au travail, « burnout » et suicides sont constatés quotidiennement. Les seules propositions faites par nos directions sont le management issu du travail à la chaîne, impliquant les déqualifications, les glissements de tâches et partout la mise en place de travail en 12 voire 13 h afin de réduire de 18 à 33% la masse salariale.

Pendant ce temps, il est proposé aux mandarins de la Santé des dépassements d'honoraires induisant une rémunération à 140 euros net de l'heure au minimum.

Au patronat de l'Economie Sociale, comme à celui du lucratif, le gouvernement laisse une liberté d'action « libre et non faussée » : mise à mort des conventions collectives, transgression des règles républicaines comme le groupe ORPEA qui conteste le droit de grève.

Dans les faits, c'est la continuité et l'aggravation de la politique menée par l'ancien gouvernement qui s'en prend aux personnels de la Santé et de l'Action sociale, mais aussi aux usagers. C'est la poursuite et l'accélération de la Loi HPST.



OUI TROP C'EST TROP !

C'est pourquoi nous invitons les salariés de la Santé et de l'Action Sociale à agir le 4 décembre, avec leur syndicat, leur UL, leur USD.

Le 4 décembre en IDF, dans chaque établissement les personnels doivent exprimer leurs mécontentements, et faire connaître leurs exigences.

Nous les invitons également à participer au rassemblement prévu à 10H 30 devant le ministère de la Santé où une délégation doit être reçue, porteuse des pétitions, des exigences des personnels.

Le 4 décembre 2012

10 h 30 DEVANT LE MINISTERE DE LA SANTE

**Pour nos Salaires, notre pouvoir d'achat, nos emplois, nos qualifications,
le droit à la formation, nos conditions de vie et de travail**

Pour un grand service public de la Santé et de l'Action Sociale

Agissons !



**SALAIRES, EMPLOIS/QUALIFICATIONS, RETRAITE
CONDITIONS DE TRAVAIL, FORMATION**

BULLETIN DE CONTACT ET DE SYNDICALISATION

Je souhaite prendre contact ou me syndiquer

NOM.....PRENOM.....

Adresse.....

Code Postal.....Ville.....

Tél.....Fax.....

Email.....

Etablissement.....

Secteur d'activité.....

Localité.....

A RENVOYER A LA CGT DE VOTRE ETABLISSEMENT ou à

Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale, case 538, 263 rue de Paris 93515 Montreuil Cedex